



arborvitae | numérospecial

Renforcement des Voix pour des Choix Meilleurs

Un passage en revue des leçons et expériences tirées du projet mondial multiparticipatif de gouvernance forestière de l'UICN

Brésil • R.D. du Congo • Ghana • Sri Lanka • Tanzanie • Vietnam

Photo © UICN Vietnam



Photo © UICN

Contenu

3

Connecter les populations aux processus et institutions de gouvernance forestière

► *Stewart Maginnis, Matthew Markopoulos et Guido Broekhoven*

4

L'approche de l'UICN vis-à-vis de la réforme de gouvernance forestière

► *Carole Saint-Laurent et Guido Broekhoven*

6

Libérer l'état d'Acree de l'exploitation forestière illégale

► *Doris Cordero, Frederico Soares et Liliana Pires*

8

Faire rimer dialogue et opportunités à Knuckles

► *Nimal Karunarathne et Anoja Wickramasinghe*

10

La population peut faire changer la gouvernance forestière

► *Joël Kiyulu*

12

Tenir la promesse du dialogue participatif

► *Abdalla Said Shah*

14

Le plan d'action FLEGT et le rôle du dialogue multiparticipatif

► *John Bazill et Guido Broekhoven*

16

Gagner les cœurs et les esprits grâce au dialogue

► *Emelia Arthur et Adewale Adeleke*

18

Négocier le passage du Vietnam vers une exploitation forestière durable

► *Tran Manh Hung, Jake Brunner et Tran Kim Long*

20

Renforcer les voix: les leçons et les directions à suivre

► *Equipe de Coordination SVBC*

NOTE SUR LES RESSOURCES

Plusieurs des publications mentionnées dans ce numéro spécial peuvent être téléchargées à partir du site de l'UICN: www.iucn.org/forest

Dans le cas où vous ne pourriez télécharger un document, ou si vous désirez des versions imprimées, veuillez contacter le Programme de Conservation des Forêts de l'UICN:

Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)
Rue Mauverney 28
CH-1196 Gland,
Suisse
Tel +41 (22) 999-0261/3
Fax +41 (22) 364-9720
forest.governance@iucn.org

Connecter les populations aux processus et institutions de gouvernance forestière

Stewart Maginnis, Matthew Markopoulos et Guido Broekhoven introduisent ce numéro spécial d'*arborvitae* consacré aux leçons et expériences du SVBC (Strengthening Voices for Better Choices/Renforcement des Voix pour des Choix Meilleurs), le projet de l'UICN sur la gouvernance forestière récemment arrivé à son terme

Les articles de ce numéro spécial illustrent les changements catalysés par le SVBC depuis ses débuts en 2005 jusqu'à sa conclusion en juillet 2009. En concentrant son action sur les forêts tropicales de six pays – le Brésil, le Ghana, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie, le Sri Lanka et le Vietnam – le SVBC a cherché à tester et à promouvoir des régimes de gouvernance qui permettent d'engendrer une conservation et une gestion équitable et durable de la forêt.

Tout projet d'une certaine envergure fait nécessairement appel à un intense effort de collaboration. Le SVBC n'a pas fait exception, s'adressant au Secrétariat de l'UICN, à son réseau d'experts et, le plus important, à ses membres et partenaires dans le monde entier. La Commission européenne a apporté le financement principal du projet, et des fonds supplémentaires ont été récoltés chez d'autres partenaires et initiatives de l'UICN, principalement le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas au travers de son financement principal du projet LLS (Stratégie pour les Paysages et Moyens de Subsistance).

En lisant ces articles, on est facilement submergé par la portée et la grande variété d'interventions entreprises dans le cadre du SVBC. Le projet a été sensible à l'importance du contexte, adaptant ses activités aux besoins locaux et saisissant les opportunités offertes par les processus de réforme de gouvernance forestière en cours. Cependant, malgré cette richesse, on retrouve un fil conducteur tout au long de ces quatre ans et demi: il s'agit d'une nette évaluation du besoin d'ouvrir le processus de prise de décisions sur les forêts à un plus grand nombre de protagonistes, afin de connecter les populations aux processus et aux institutions de gouvernance forestière.

Que se soit au travers des dialogues sectoriels visant à fixer des programmes d'actions de gouvernance dans l'état d'Acre au Brésil, des consultations publiques pour l'Accord de Partenariat Volontaire du Ghana avec l'Union européenne ou du forum de gestion locale pour la Réserve forestière de Knuckles au Sri Lanka, le SVBC a constamment cherché à rassembler différentes parties prenantes afin d'identifier, de discuter et de négocier des

solutions pour résoudre leurs problèmes forestiers. Comme cela a déjà été mis en lumière par l'UICN dans d'autres contextes, ces formes de processus multipartites peuvent avoir de nombreuses qualités. Cela peut aller de l'aspect le plus intrinsèque, comme ouvrir un espace pour la négociation plutôt que la confrontation et permettre aux voix les plus faibles de faire entendre leurs intérêts, jusqu'au plus instrumental, comme approfondir les puits de connaissances et les capacités pour faire face aux problèmes et accroître les probabilités de trouver des solutions pratiques.

Bien sûr, les processus multipartites ne sont pas la panacée. Ils doivent affronter de nombreux défis pour assurer une participation significative, équilibrer les relations de pouvoir et faciliter un échange de points de vue ouvert et bien informé. Cependant, grâce au SVBC, nous avons gagné une compréhension plus claire et plus dense de ces défis et sur la manière de les désamorcer ou de les aborder. Ce n'est jamais facile, mais avec une conception et une préparation précises, avec un engagement politique adéquat et une forte appropriation locale, les populations peuvent s'engager de manière efficace dans les processus de prise de décisions.

En tant que première grande initiative de gouvernance forestière de l'UICN, rassemblant de nombreuses expériences précédentes, le SVBC a également eu un effet transformateur sur le Programme de Conservation des Forêts. L'article de Carole Saint-Laurent et de Guido Broekhoven dans ce numéro spécial parle de l'approche actuelle de l'UICN vis-à-vis des processus de réforme de gouvernance forestière – une approche largement développée au travers des leçons et des expériences du SVBC. Cette méthode a déjà fait ses preuves dans l'approche de thèmes émergents importants comme le REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). Et c'est le réseau des équipes professionnelles mises en place par le SVBC au travers de nombreux pays et régions du monde qui assure maintenant la crédibilité et la cohésion du travail actuel de l'UICN sur la gouvernance forestière. Le SVBC est peut-être arrivé à son terme, mais il a laissé une trace sur l'UICN. ❁

AUTEURS



Stewart Maginnis est Directeur du Groupe Environnement et Développement de l'UICN. Il dirige également le Programme de Conservation des Forêts de l'UICN depuis 2001.

Matthew Markopoulos est Responsable de Gouvernance forestière au Bureau régional de l'UICN pour l'Asie à Bangkok.



Guido Broekhoven a été coordinateur mondial du SVBC de 2005 à 2009. Avant d'occuper son poste actuel de haut responsable de Gouvernance forestière du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN, il a beaucoup travaillé en Amérique latine, en Afrique de l'Est et Centrale ainsi qu'en Asie, essentiellement avec l'UICN.

Photos © Li Jia (gauche); J. Kiyulu (centre); S. Hennayake (droite)



L'approche de l'UICN vis-à-vis de la réforme de gouvernance forestière

Carole Saint-Laurent et **Guido Broekhoven** nous parlent de ce que l'UICN a à offrir pour soutenir la mise en œuvre des lois forestières, de la gouvernance et des initiatives commerciales

Le SVBC a été le premier grand projet de gouvernance forestière multi-pays. A ce titre, il a été la colonne vertébrale d'une grande partie de notre travail ultérieur dans ce domaine, et un terrain d'essai pour les approches que nous utilisons dorénavant dans les processus de réforme de gestion forestière dans le monde entier (y compris les processus nationaux, les réunions ministérielles du FLEG et le plan d'Action FLEGT de l'Union européenne).

Le rôle que nous jouons dans toutes les situations particulières est basé sur des consultations approfondies auprès des différentes parties prenantes, et s'adapte aux circonstances et aux processus particuliers à chaque pays, y compris les nécessités locales, l'éventail des parties prenantes en présence et leurs interactions. Nous répondons également aux objectifs et aux intérêts de nos membres locaux.

❷ **Espace pour construire une confiance et une cause commune** pour identifier et mettre en œuvre de manière conjointe les actions prioritaires tout en réconciliant à long terme des conflits existants.

❸ **Conseil de haute qualité** basé sur une expérience pratique et de solides apports techniques qui apportent une base robuste pour la prise de décisions et l'action.

❹ **Modèles pratiques de moyens de subsistance forestiers légaux et durables** qui ont été testés sur le terrain avec des partenaires et des membres de l'UICN, et qui peuvent être introduits dans des régimes de réformes et des programmes.

Là où c'est nécessaire, et si notre action et soutien, nous travaillons avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour concevoir et faciliter des dialogues multipartites pour des processus nationaux ou régionaux de réforme de gouvernance forestière. Selon les situations, ce rôle peut être limité, comme avec l'organisation d'un ou plusieurs événements, ou plus large, avec la conception et la mise en œuvre d'un programme complet pour les différents protagonistes et d'un dialogue. Nous pouvons également aider nos membres à remettre un programme de travail sur lequel tout le monde est d'accord.

Quelque soit le rôle que nous jouons, nous cherchons toujours à ce qu'il reste clair et transparent pour les participants. Notre expérience nous a démontré l'importance d'expliquer constamment notre rôle et d'évaluer la manière dont les autres le perçoivent. Il est également vital de rester vigilant et de s'adapter quand cela est nécessaire aux dynamiques d'un processus de réformes en cours, y compris de changer les interactions entre protagonistes et tout autre obstacle émergeant.

Menu d'options

Quand cela est nécessaire, l'UICN joue un ou plusieurs des rôles suivants, en collaboration avec les gouvernements et les autres parties prenantes (comme cela est illustré par l'exemple de nos expériences de travail passées et actuelles):

Un choix sociétal bien informé

Nous croyons que la gestion et la conservation de la forêt d'un pays sont une affaire de choix sociétal bien informé. Sans le soutien actif des populations qu'elles touchent, les réformes de gouvernance forestière ont peu de chance d'aboutir: Il est donc crucial que ces populations se considèrent réciproquement - et elles-mêmes également - comme des partenaires dans la définition et l'application de tout programme de réforme.

Nos expériences ont mis en lumière un panel d'intérêts bien souvent divergents dans le cadre des groupes de travail tripartites (gouvernement, société civile et secteur privé). Aucun processus de consultation axé sur des résultats ne peut être basé sur un petit nombre d'individus qui participent à un événement, il doit au contraire atteindre et faire participer toutes les parties en présences.

Le travail de réforme de gouvernance forestière de l'UICN a pour objectif d'apporter:

❶ **Transparence & parties prenantes habilitées** et conscientes des moyens mis à leur disposition pour faire entendre leurs intérêts.

AUTEURS



Carole Saint-Laurent est Conseiller principal de l'UICN en matière de politique forestière et de partenariats, et coordinatrice du Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers. Elle a 20 ans d'expérience dans le domaine de la politique environnementale et du développement de programmes.

Guido Broekhoven a été coordinateur mondial du SVBC de 2005 à 2009. Avant d'occuper son poste actuel de haut responsable de Gouvernance forestière du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN, il a beaucoup travaillé en Amérique latine, en Afrique de l'Est et Centrale ainsi qu'en Asie, essentiellement avec l'UICN.

Photo de CSL: courtoisie de l'auteur. Photo de GB © M. Markopoulos

1 **Transparence & parties prenantes habilitées**

- ▶ *Améliorer le partage de l'information:* Nous créons ou renforçons les mécanismes d'accès à l'information dont les différents groupes ont besoin, afin de soutenir leur participation au processus de réforme. Nous cherchons à développer, autant que faire se peut, une compréhension mutuelle du rôle et des responsabilités de chaque participant en leur fournissant cette information.

Au Vietnam et en Chine, l'UICN a traduit et distribué des documents clés, comme les Notes d'information du programme FLEGT de l'Union européenne. En République Démocratique du Congo (RDC), l'UICN a fourni des informations aux communautés sur la nouvelle Loi forestière et les droits et obligations qui y sont associés.

- ▶ *Soutenir le développement des capacités:* Quand cela est nécessaire, nous favorisons le développement des capacités de différents groupes. Ceci inclut la capacité à exécuter des processus multipartites efficaces ou des schémas de vérification de légalité crédibles, ou encore la capacité à participer de manière efficace pour les groupes les plus faibles.

En Tanzanie, l'UICN a développé un manuel de formation et a proposé des formations pour certaines communautés sur des thèmes juridiques liés à la gestion communautaire des ressources naturelles.

2 **Espace pour construire une confiance et une cause commune**

- ▶ *Concevoir et informer sur les processus multipartites:* Ce rôle inclut le repérage des différents protagonistes et leurs relations, en analysant les besoins et les capacités locales, et en organisant des rencontres et une couverture médiatique. Cela peut aussi couvrir des activités de conseil sur des sujets comme l'élimination d'obstacles et s'assurer que l'avis des différentes parties prenantes est pris en compte par les preneurs de décisions.

Au Ghana, l'UICN a conçu et présenté une série d'options permettant de mener les consultations multipartites en soutien à l'Accord de Partenariat Volontaire (APV). Dans l'état Brésilien d'Acre, l'UICN a facilité un processus pour différents groupes afin qu'ils puissent décider de leur propres programmes sectoriels afin de contribuer à la campagne de réduction d'abattage illégal des arbres.

- ▶ *Faciliter des sessions de dialogue multipartite:* En utilisant des outils et des méthodes ayant fait leurs preuves, et en s'appuyant sur l'expertise de la Commission pour l'Éducation et la Communication de l'UICN, nous facilitons les rencontres ainsi que d'autres événements dans le cadre d'un processus multipartite plus large.

En RDC et au Vietnam, l'UICN a organisé et facilité de nombreuses réunions entre les différents groupes participants, en amont des négociations des actions liées au FLEGT. En République du Congo, l'UICN a organisé une rencontre pour les compagnies d'exploitation du bois afin de les informer sur le processus APV et les aider à identifier et articuler leurs intérêts.

3 **Conseil de haute qualité**

- ▶ *Catalyser ou développer les apports techniques:* Nous aidons les groupes à rassembler, synthétiser et présenter des enseignements de politique basée sur le terrain, ou à produire des informations nouvelles ou supplémentaires là où cela peut améliorer la qualité du dialogue.

En RPD du Laos, l'UICN aide le nouveau Département d'inspection forestière à rassembler des informations sur l'ampleur de la coupe illégale et le commerce transfrontalier du bois.

4 **Modèles pratiques de moyens de subsistance forestiers légaux et durables**

- ▶ *Aider à identifier et à tester des actions pilotes spécifiques:* En collaboration avec les partenaires locaux, nous testons sur le terrain des nouveaux régimes de gouvernance identifiés grâce au dialogue multipartite, et en particulier des régimes impliquant des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Au Sri Lanka, l'UICN a piloté des modèles pilotes pour le dialogue local et national lié aux nouvelles opportunités économiques des biens et services durables non ligneux. Au Ghana, l'UICN a aidé une communauté à développer un projet pilote de récolte et de scierie mobile dans ses forêts.

Favoriser les échanges instructifs

En plus de ces rôles, nos partenaires nous ont encouragé, à la lumière de nos expériences, à mettre d'avantage l'accent sur la facilitation des échanges instructifs entre nos membres gouvernementaux et non gouvernementaux qui travaillent sur la gouvernance forestière. Ils nous ont aussi suggéré d'organiser et rassembler des réseaux d'apprentissage sur les meilleures pratiques dans la réforme de gouvernance forestière. Ces points deviendront un aspect de plus en plus important de notre travail dans les années à venir. 🌱

En juillet 2009, nous avons rassemblé 17 personnes impliquées dans l'organisation ou la facilitation de processus multipartites pour la réforme de gouvernance forestière, afin qu'elles puissent partager et documenter leurs expériences, et se mettre d'accord sur les futures étapes nécessaires pour développer des outils et construire des capacités destinés aux protagonistes qui s'engagent dans la réforme.

RESSOURCES

Illegal logging: A commitment to change through tripartite action. UICN, 2006.

Illegal logging: choosing carrots for change. *Arborvitae* 32, Décembre 2006. WWF et UICN, 2006.

Report on multi-stakeholder consultations for the Ghana EU VPA negotiation process. Sarah Stokes Alexander, UICN, 2007.

Voting on REDD: Why and how should we invest in forest governance? UICN, 2009.

IUCN's role as facilitator in Cameroon's multi-stakeholder consultations for a Voluntary Partnership Agreement (VPA). Jody Erikson, UICN, 2009.



Libérer l'état d'Acre de l'exploitation forestière illégale

Doris Cordero, Frederico Soares et Liliana Pires examinent la gamme étendue des efforts réalisés par le SVBC pour renforcer la gouvernance forestière dans l'ouest amazonien

AUTEURS



Doris Cordero est Responsable du Programme forestier et agent de liaison pour le changement climatique du Bureau régional de l'UICN pour l'Amérique latine à Quito, en Equateur.

Frederico Soares est Responsable de projet au sein du Bureau de l'UICN pour le Projet Amazonien à Rio Branco dans l'état d'Acre au Brésil.



Liliana Pires, Coordinatrice du Bureau de l'UICN pour le Projet Amazonien à Rio Branco.

Dans l'état brésilien d'Acre, le SVBC a œuvré pour éliminer les incitants des activités non durables et illégales, en faisant grimper leurs coûts d'opportunité et en augmentant le côté attractif des alternatives durables. Le projet s'est basé sur le principe que les activités d'exploitation forestière illégales sont essentiellement dues à un problème de gouvernance et non à une mauvaise application des lois. De plus, la conservation des forêts et la promotion de l'usage durable doivent aller au delà de l'illégalité en soi, étant donné que certaines activités techniquement illégales peuvent être écologiquement viables alors que certaines activités légales ne le sont pas.

Ces considérations ont mené le SVBC, en collaboration avec son principal partenaire, le WWF Brésil, à développer une stratégie triangulaire sous la bannière «Libérer l'état d'Acre de l'exploitation forestière illégale». Cette action s'est centrée sur la promotion des meilleures pratiques, la création de marchés responsables et l'amélioration de la gouvernance forestière.

Promouvoir les meilleures pratiques

Avec le WWF Brésil et des membres du Réseau mondial Forêt et Commerce du WWF, le SVBC a soutenu la création du programme SIM dans l'état d'Acre. Le SIM, ou Système d'application modulaire et de vérification pour la certification forestière, est une approche progressive visant à obtenir la certification forestière pour les sociétés d'exploitation forestière. Les participants s'engagent à améliorer leurs

pratiques et à obtenir la certification du FSC (Forest Stewardship Council) dans un délai de quatre ans. Le programme soutient également une amélioration de la gouvernance forestière, une génération basée sur la connaissance et le renforcement des compétences.

Le programme SIM ne s'adresse pas seulement aux producteurs forestiers, il travaille aussi avec les consommateurs industriels de bois pour développer le contrôle des méthodologies, améliorer les capacités de ravitaillement et déployer le système de chaîne de conservation du SIM comme mécanisme de contrôle des ressources forestières, et mettre la pression sur les fournisseurs pour les faire changer.

Créer des marchés responsables

Le second axe de la stratégie du SVBC dans l'état d'Acre vise à réduire les prix injustement compétitifs de l'exploitation illégale du bois pour améliorer l'accès au marché des produits légaux. Cet objectif a été poursuivi au travers de politiques d'approvisionnement responsables pour les autorités publiques et les entreprises.

Depuis des années l'état d'Acre a encouragé l'utilisation du bois certifié et soutenu les producteurs forestiers locaux et les associations locales. Cependant il n'existe pas toujours de mécanismes juridiques au niveau fédéral ou des états qui obligent les autorités d'Acre (ou d'ailleurs au Brésil) à se procurer du bois issu d'une production légale ou durable. Le SVBC a travaillé pour mettre sur pied un tel mécanisme dans l'état d'Acre par le biais du programme «Amis de l'Amazonie», un programme d'achat responsable géré par la Fondation Getúlio Vargas. Le gouvernement

de l'état d'Acre et la municipalité de Rio Branco sont tous deux membres de ce programme.

Grâce au projet, un effort intensif a été mené au niveau de l'état pour sensibiliser les autorités à de nouvelles procédures publiques d'achat et à une réforme des lois sur les appels d'offre. Les estimations officielles suggèrent que près de 40% du bois récolté dans l'état d'Acre est consommé dans l'état même, et que le secteur public est responsable de 70% de cette consommation. Un changement des politiques d'approvisionnement en vue favoriser une bonne gestion forestière aurait un impact énorme sur les forêts de l'état d'Acre; il est donc encourageant de voir que le gouvernement de l'état ainsi que la municipalité de Rio Branco se sont engagés à racheter que du bois légal.

Dans le secteur des entreprises, le SVBC et le WWF Brésil ont fait la promotion des politiques d'achat responsable parmi les participants du programme SIM. Ces politiques sont basées sur les meilleures pratiques exposées dans le document intitulé *Seja Legal*, la version portugaise du manuel *Keep It Legal* du Réseau mondial Forêt et Commerce (adapté aux conditions brésiliennes et publié en 2009 avec le soutien du SVBC).

Améliorer la gouvernance forestière

Afin d'améliorer la gouvernance, le SVBC c'est concentré sur: 1) le renforcement de la participation de la société civile dans les discussions, l'élaboration et le contrôle des politiques forestières publiques, et 2) le développement participatif des programmes d'actions de gouvernance du secteur privé d'Acre et de ses organisations sociales, précédé d'une phase préalable de développement des connaissances.

Lors d'une série de rencontres et de consultations, les parties prenantes ont reçu de l'aide afin de clarifier leurs besoins et leurs demandes de gouvernance, dans le but d'améliorer la compréhension réciproque de leurs préoccupations et de proposer des idées innovantes pour les politiques publiques de réforme tendant à améliorer la gouvernance forestière.

Le programme de gouvernance du secteur privé a été lancé en mai 2009. Il s'agit d'un programme multiparticipatif ayant pour vocation de soutenir les efforts intersectoriels pour promouvoir une gestion forestière durable au travers de huit thèmes: les licences, les lois, le régime foncier, le développement et la recherche, l'approvisionnement en bois, les relations dans le travail, le crédit et le financement.

Le programme de gouvernance du mouvement social doit encore être finalisé, en partie parce que les ONG locales qui auraient dû en prendre la tête manquent de ressources et se concentrent sur leur rôle de fournisseurs de service plutôt que sur celui de participants au dialogue multipartite. À ce jour cependant, le processus et les efforts d'ensemble réalisés par le SVBC pour renforcer le rôle du mouvement social dans le processus d'élaboration des politiques publiques ont contribué à obtenir des succès remarquables:

- La restructuration du Conseil forestier de l'état d'Acre pour l'amélioration de la participation de

la société civile.

- Le lancement d'une nouvelle loi de l'état sur les licences de production forestière.
- Une proposition de loi sur les appels d'offres publics dans l'état d'Acre.
- Une proposition de loi sur les approvisionnements publics responsables dans l'état d'Acre.
- L'introduction du Programme SIM dans le Programme de l'état d'Acre pour un Secteur Forestier de Qualité.

L'expérience du SVBC démontre à quel point la participation du secteur privé et de la société civile peut faire avancer avec force les programmes, en trouvant un équilibre entre l'application de la loi et des actions stratégiques visant à une meilleure gouvernance forestière. Maintenant, comme avant, les actions prises par l'état d'Acre offrent une alternative pleine d'espoir aux dynamiques actuelles de l'exploitation forestière en Amazonie. 🌳

RESSOURCES

Seja Legal: Boas práticas para manter a madeira ilegal fora de seus negócios. WWF International, 2006 (version portugaise, 2009).

Strengthening Voices for Better Choices in Brazil. IUCN, 2009.

Agenda Multisetorial Da Produção Madeireira Empresarial. IUCN, 2009.

Carte d'occupation du sol de l'état d'Acre, au Brésil, réalisée à partir de la Carte de couverture végétale de l'Amérique du Sud, préparée dans le cadre du projet Global Land Cover 2000 (bioval.jrc.ec.europa.eu/products/glc2000/glc2000.php).



LEGEND

- | | | |
|----------------------------|------------------------------------|---|
| — International boundary | ■ Closed evergreen tropical forest | ■ Intensive agriculture |
| - - - State boundary | ■ Bamboo-dominated forest | ■ Mosaic of agriculture and degraded forest |
| — River | ■ Semi-deciduous transition forest | ■ Shrub savannah |
| ○ State/Provincial capital | ■ Freshwater flooded forest | |
| ● City/Town | | |



Faire rimer dialogue et opportunités à Knuckles

Nimal Karunarathne et Anoja Wickramasinghe examinent les changements catalysés par le SVBC dans l'un des paysages forestiers les plus importants du Sri Lanka

AUTEURS



Nimal S. Karunarathne a été coordinateur national du SVBC au Sri Lanka de 2007 à 2009. Forestier de profession, il a aussi bien travaillé pour les secteurs publics que privés avant de s'engager pour la première fois auprès de l'UICN au Sri Lanka en 1998.

Anoja Wickramasinghe est Professeur émérite de Géographie de l'Université de Peradeniya, au Sri Lanka. Elle coordonne la composante du développement des moyens de subsistance dans un projet conjoint entre la Peradeniya et l'Université de Aberdeen, en Grande Bretagne, pour restaurer et développer la zone tampon de la forêt de Knuckles.

La déforestation ininterrompue, l'aggravation des conditions économiques sociales dans les communautés vivant en bordure de la forêt et la juridiction exclusive du Département forestier ont donné lieu à un débat musclé sur la manière dont le Sri Lanka doit gérer ses forêts. Les partisans de l'autorité de l'Etat et du cadre institutionnel existant argumentent que seul le gouvernement peut garantir une gestion adéquate.

Leurs détracteurs, de leur côté, soutiennent que la conservation fructueuse des forêts exige des engagements de la part d'un grand nombre de parties en présence ainsi que des mécanismes permettant une redistribution du pouvoir et des responsabilités. Mais tout progrès dans le débat est freiné par un système de réglementations dépassé qui ne reconnaît pas la participation des différents intervenants dans la gouvernance forestière.

En l'absence de tout mécanisme de consultation formel, l'UICN Sri Lanka a lancé un projet SVBC pour engager différentes parties en présence dans le pilotage de nouveaux accords de gouvernance forestière. Le site choisi à cet effet est celui de la forêt de Knuckles, une zone montagneuse de 160 km² au centre du Sri Lanka. En tant que ligne importante de partage des eaux et de source de biodiversité, Knuckles a fortement attiré l'attention depuis l'an 2000, quand elle a été déclarée zone de Conservation forestière. Avec ce changement de statut, les utilisations traditionnelles de la forêt ont été interdites, la plupart des cultures à grande échelle de la cardamome ont cessé, et le gouvernement a pris des mesures pour acquérir les terres appartenant à des propriétés privées dans la forêt.

Vue à juste titre comme une victoire pour la conservation, les populations locales qui ont été directement les plus touchées n'ont que très peu été consultées lors de l'élaboration de la déclaration de la forêt de Knuckles. Les restrictions sur l'utilisation de la forêt, par exemple, ont réduit les revenus des villageois de près de 40%. De nombreux propriétaires terriens n'ont pas eu d'autre choix que de vendre leurs terres au gouvernement à un prix fixé au préalable. Sans exutoire pour exprimer les préoccupations locales, les tensions ont monté entre les villageois, les propriétaires terriens et le gouvernement, mettant en péril l'avenir à long terme de la forêt.

Dialogue et développement

Le SVBC a adopté une stratégie triangulaire pour renforcer les voix des différentes parties en présence à Knuckles dans la programmation et la prise de décisions: 1) créer des canaux pour permettre la communication et l'interaction entre les populations locales et les preneurs de décisions; 2) construire des relations avec le secteur privé pour mobiliser le soutien en faveur du développement de moyens de subsistance alternatifs; et 3) créer des espaces et des compétences dans les processus politiques officiels pour permettre une participation significative d'autres groupes.

En commençant avec trois villages dans la zone tampon de Knuckles – pour s'élargir ensuite à onze villages – le SVBC a aidé les organisations locales des villages à évaluer leurs besoins de développement et à identifier leurs activités en collaboration

avec les propriétaires terriens et le gouvernement. Créées à l'origine en 1991 et appelées *Dumbara Surakinno*, ou «Protectrices de Knuckles», ces organisations étaient inactives depuis la fin des années 1990. L'aide du SVBC a été essentielle pour leur redonner vie et les renforcer, ainsi que pour former une nouvelle génération de dirigeants.

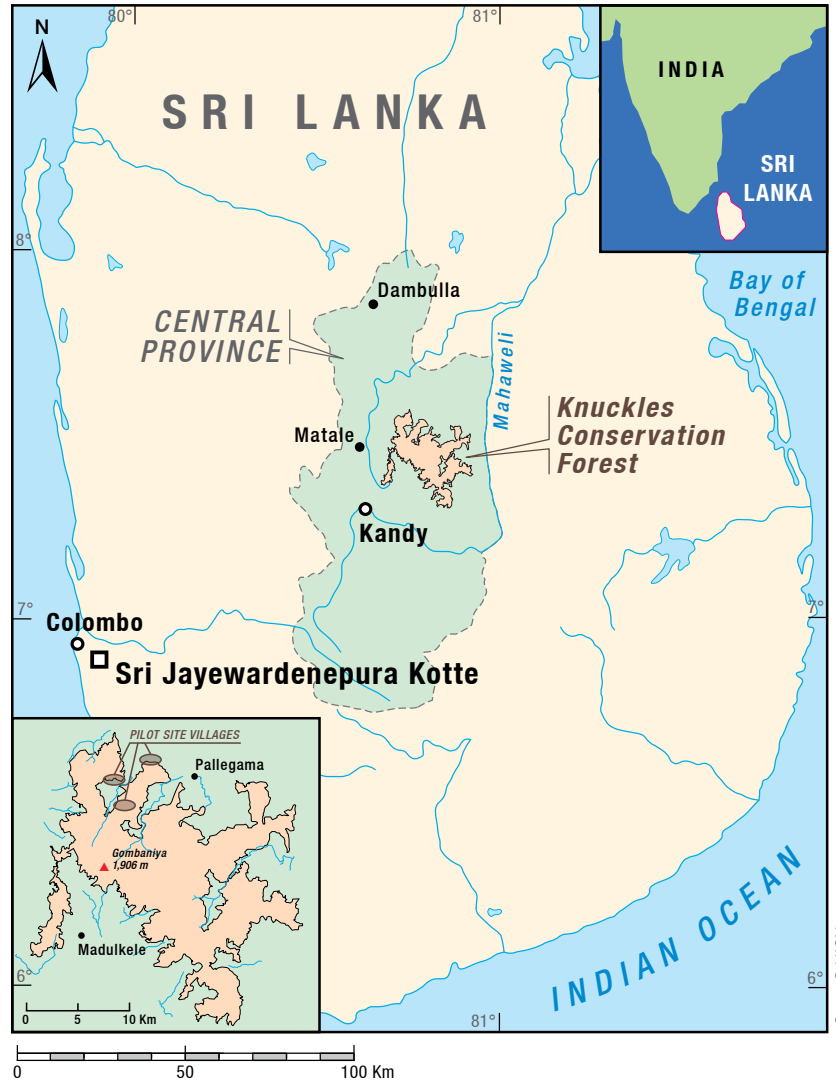
Les *Dumbara Surakinno* ressuscitées jouent un rôle croissant dans la conservation de Knuckles. Deux initiatives, toutes deux soutenues par le SVBC, illustrent leur confiance récemment retrouvée. Il s'agit tout d'abord d'un projet de promotion d'écotourisme, dans lequel elles travaillent avec le Département forestier pour faire fonctionner un centre d'information et identifier les arrivées des touristes, et ensuite d'un plan d'action de protection forestière, visant à réduire les infractions forestières grâce à un contrôle conjoint et une application des lois par les *Dumbara Surakinno* et les équipes du Département forestier. Les infractions à Knuckles ont été réduites au cours des trois dernières années, et l'on s'attend à ce que cette action conjointe les réduise encore davantage.

Mais la principale contribution du SVBC à la promotion du dialogue est sans doute la création d'un forum multipartite qui permet de discuter et de commenter les propositions concernant la gestion de Knuckles. Le Forum de Knuckles, qui se tient chaque année depuis 2007, rassemble les *Dumbara Surakinno*, le Département forestier et les principales parties en présence afin de leur permettre d'exprimer leurs points de vues et leurs préoccupations. Crucial d'un point de vue de la durabilité, le Forum est devenu un outil permanent du paysage institutionnel de Knuckles. Conformément au texte publié dans le journal officiel du gouvernement, toutes les décisions de gestion doivent à présent passer par un comité multipartite. C'est la première instance du Sri Lanka parmi les organisations opérant au niveau des collectivités à être incorporée à la structure formelle de prise de décision pour une forêt protégée.

Les efforts du SVBC pour promouvoir le dialogue et la coopération se sont basés sur une claire appréciation du besoin de restaurer des moyens de subsistance locaux. Améliorer la gouvernance doit être lié aux opportunités. A cette fin, le SVBC a utilisé l'important réseau de l'UICN au Sri Lanka pour mobiliser le soutien du secteur commercial en faveur des activités de subsistance. La Fondation Merrill J. Fernando, par exemple, bras charitable de Dilmah Tea, a aidé des sociétés coopératives de commercialisation du village. Ces «Tomato Societies» ont permis d'éliminer les intermédiaires qui contrôlaient les prix des légumes, et donc d'accroître les revenus des villageois et leur pouvoir de négociation.

Les relations locales-nationales

Les processus de prise de décisions au niveau national, là où sont déterminées les politiques concernant Knuckles et d'autres forêts, ont commencé une modeste transformation sous l'influence du SVBC.



La forêt de Knuckles est une composante dominante des hautes terres centrales du Sri Lanka. Bien qu'elle ne couvre que 0,3% des terres du Sri Lanka, elle abrite plus d'un tiers des plantes à fleur du pays. Les communautés qui ont participé au SVBC se situent en bordure nord de la forêt, près de l'importante ville agricole de Matale.

Des espaces pour des apports et des participations externes ont commencé à s'ouvrir, surtout grâce aux efforts du comité directeur. Envisagé au départ comme un organe de conseil, le comité a apporté des contributions plus substantielles au projet grâce à ses liens actifs avec le site pilote de Knuckles.

Vu le succès du comité, le SVBC a suggéré de le transformer en groupe de travail national pour la conservation forestière. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire avant que cette idée ne devienne réalité, elle bénéficie d'un fort soutien des ONG de l'environnement au Sri Lanka, et le SVBC a accordé beaucoup de temps et d'espace au Département forestier pour qu'il puisse apprécier les avantages d'un processus national multipartite afin promouvoir une gestion en collaboration de la forêt.

Les voix qui se font entendre depuis Knuckles sont de plus en plus claires, cohérentes et stratégiques. Si elles peuvent atteindre un public national et catalyser un important changement, un avenir meilleur attend les forêts du Sri Lanka et les populations qui en dépendent. 🌿

RESSOURCES

- Common Understanding Creates Successful Forest Governance. UICN, 2007.
- Strengthening Voices for Better Choices in Sri Lanka. UICN, 2009.
- Improving Forest Governance in Knuckles. Nathan Badenoch, UICN, 2009.



Photo © J. Kiyulu

La population peut faire changer la gouvernance forestière

Joël Kiyulu est optimiste quant au fait que les plateformes multipartites mises en place par le SVBC auront un effet à long terme sur la manière de gérer les forêts dans la province de l'Equateur

RESSOURCES

Strengthening Voices for Better Choices in the Democratic Republic of Congo. UICN, 2009.

Multi-stakeholder design of forest governance and accountability arrangements in Bikoro territory, Democratic Republic of Congo. Dieuwke Klaver, UICN et Wageningen International, 2009.

Seeing the Wood for the Trees: Forestry governance in the DR Congo. Mari-Lise du Preez & Kathryn Sturman, SAIIA, 2009.

A lors que la paix et le développement remplacent la guerre et la mauvaise gestion dans la République Démocratique du Congo (RDC), la valeur de ses forêts augmente en même temps que le risque d'une exploitation forestière industrielle non contrôlée. Les conflits sur la redistribution des bénéfices de l'exploitation du bois sont fréquents entre les communautés locales et les sociétés d'exploitation. Les raisons de ces conflits ainsi que d'autres problèmes de gouvernance trouvent leur origine, entre autres, dans un système de réglementations incomplet et inefficace, dans une faiblesse institutionnelle et une absence de responsabilité et de respect de l'état de droit.

Au cours de ces dernières années, la RDC a franchi deux étapes importantes en faveur de la clarification et du renforcement des droits et des bénéfices de la forêt. Elle a tout d'abord adopté une nouvelle Loi forestière en 2002, appelant à une gestion décentralisée de la forêt et à une plus grande participation des communautés. La deuxième étape consiste en l'adoption d'un moratoire et une révision de tous les contrats de concessions forestières.

Bien que vitaux, ces efforts ont été sapés par un manque d'aptitudes, un faible niveau de prise de conscience et des irrégularités, comme l'attribution de concessions en violation avec le moratoire. Derrière toutes les bonnes intentions de la Loi forestière, la réalité c'est que les déséquilibres des pouvoirs locaux continuent à engendrer conflits, pauvreté et dégradation de la forêt. C'est donc vers la base de la pyramide sociale que les efforts pour améliorer la gouvernance doivent tendre, en commençant par donner du pouvoir aux communautés locales afin de leur permettre de participer à l'élaboration de décisions qui affectent leurs vies quotidiennes.

Une nouvelle donne de gouvernance

Le projet SVBC a poursuivi ces objectifs d'amélioration de la gouvernance de la forêt en RDC sur le

territoire de Bikoro, dans la province de l'Equateur. Le territoire de Bikoro est faiblement peuplé, la forêt y est dense et sa superficie est à peine plus petite que celle de l'état américain du Connecticut. Bien que ses forêts aient un fort potentiel commercial, elles abritent également une importante biodiversité, comme l'espèce menacée des bonobos (*Pan paniscus*).

Malgré la présence de nombreuses concessions forestières, la plupart des habitants du territoire de Bikoro vivent dans une extrême pauvreté, survivent avec moins d'un dollar par jour et n'ont pas accès aux services de base.

C'est dans ce contexte que le SVBC a travaillé pour mettre en place trois nouvelles plateformes multiparticipatives pour traiter les besoins et les problèmes liés à la gestion locale de la forêt. A un niveau communautaire, le projet a aidé à former des comités de village pour contrôler l'exploitation forestière, à créer des liens avec les sociétés d'exploitation et à prendre part au programme de développement local. Au niveau territorial, un comité consultatif a été mis sur pied pour engager la société civile, le secteur privé et le gouvernement local dans un dialogue constructif sur la gestion forestière. Ce comité agit comme un pont vers un réseau provincial de bonne gouvernance de la forêt, et comme un forum pour les principaux groupes en présence dans la province de l'Equateur afin qu'ils puissent échanger des points de vue et des informations.

Dialogue, vigilance, information

Le manque de ressources, l'analphabétisme et le faible niveau d'instruction en RDC entraînent un système de gouvernance à deux vitesses: les décisions sont prises et disséminées dans les principaux centres urbains, alors que les zones rurales ne reçoivent qu'un minimum d'information contrôlée par les élites urbaines. Ce manque d'information tend à infantiliser les populations, les rendant manipulables et obéissantes.

AUTEUR



Joël Kiyulu a été coordinateur du SVBC en RDC de 2006 à 2009. Basé au bureau du Projet de l'UICN à

Kinshasa, en RDC, il a travaillé pendant de nombreuses années sur des sujets touchant la gouvernance forestière, l'organisation de la société civile, les régimes fonciers et la connaissance indigène.

Photo © M. Markopoulos



Photo © J. Kiyulu

Les 32 comités de village formés par le SVBC – appelés comités de dialogue et de vigilance – sont des petits groupes interactifs qui s'engagent à changer le système par différentes actions:

- ▶ Faire la promotion d'une collaboration entre tous intervenants: chefs de village, représentants des clans, professeurs et personnel de santé, l'Eglise, les femmes, les pygmées et les autres utilisateurs de la forêt.
- ▶ Discuter et résoudre les problèmes quotidiens qui découlent de la gestion de la forêt. Aucun thème n'est exclu: produits non ligneux, fabrication du charbon, conflits avec les concessionnaires, exploitation artisanale du bois, braconnage, bio-carburants, etc. Tous les sujets qui peuvent surgir sur le chemin de la bonne gestion de la forêt sont discutés et des solutions locales sont proposées.
- ▶ Accroître la sensibilisation vis-à-vis du dialogue en cours entre le village et le territoire.

Trois autres initiatives du SVBC ont amélioré le flux d'information vers les communautés locales: 1) un centre d'information sur la gestion de la forêt à Bikoro; 2) une station de radio communautaire sur l'environnement; et 3) une campagne de sensibilisation par le biais des médias nationaux, de la vidéo et d'autres sources.

Signes de progrès

Les efforts du SVBC en vue de mobiliser des actions de collaboration aux premiers échelons de la société ont commencé à porter leurs fruits. La station de radio communautaire, par exemple, a été mise sur pied après que le comité consultatif de Bikoro eut obtenu une partie des taxes portuaires payées par une société d'exploitation forestière aux autorités territoriales. Cette société a promis de contribuer au fonctionnement et à l'entretien de la station de radio. Elle a également promis d'utiliser ses bateaux pour transporter du matériel et autres fournitures pour les écoles locales.

Neuf personnes sur dix qui vivent à Kinshasa et à Mbandaka, capitale de la province de l'Équateur, dépendent du bois comme source d'énergie. Le réasphaltage de la route Mbandaka-Bikoro en 2007 grâce aux fonds de l'Union européenne, a conduit

à une augmentation incontrôlée des coupes d'arbres destinées à produire du charbon de bois. Les comités de vigilance et de dialogue voient le charbon de bois comme l'une des plus grandes menaces pour leurs forêts, et ils ont activement soutenu une nouvelle réglementation de sa production. Douze comités situés dans les zones de production de charbon de bois travaillent actuellement à la sensibilisation vis-à-vis de cette réglementation et participent au contrôle et à la surveillance des producteurs de charbon.

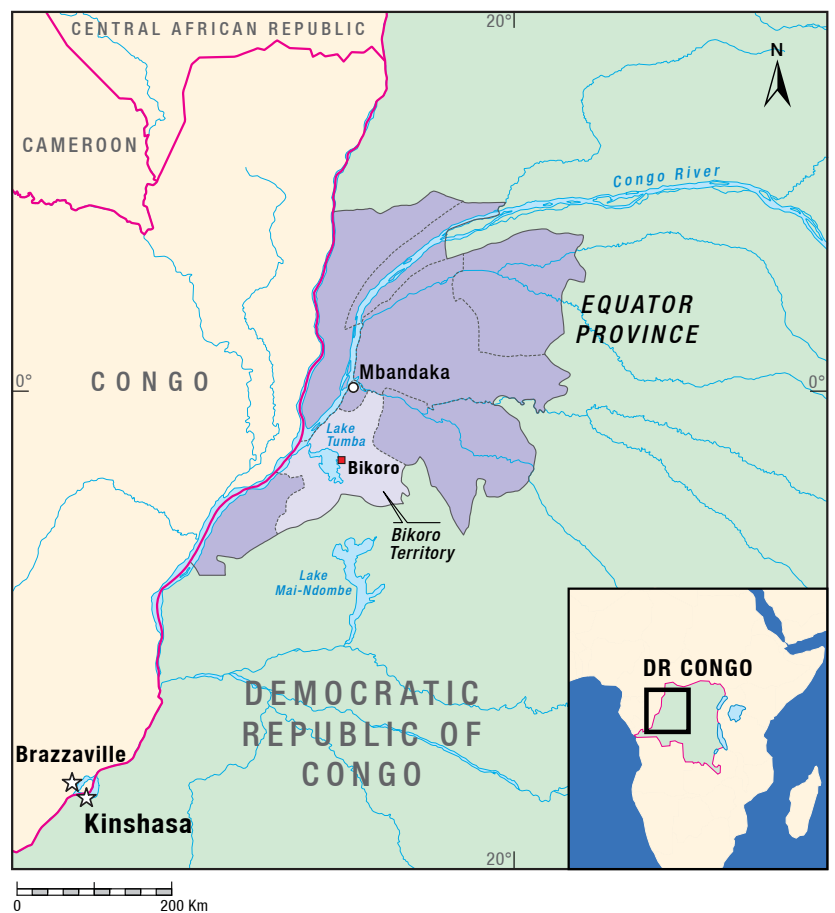
Petit à petit...

Les plateformes multiparticipatives mises en place par le SVBC dans la province de l'Équateur se développent de manière régulière depuis quatre ans, mais elles ont besoin de se renforcer si elles veulent prospérer. Leur croissance à long terme et leur durabilité dépendront du transfert du pouvoir de prise de décisions vers des niveaux inférieurs de gouvernance au sein du processus de décentralisation actuellement en cours en RDC.

Réduire le fossé entre le dialogue et l'action sera l'une des prochaines étapes clé vers le transfert de pouvoir vers les communautés et l'acquisition de compétences locales pour qu'elles puissent faire de leurs forêts une source de richesse. Pour cela il faudra surmonter deux défis:

- ▶ S'assurer que les communautés ont les moyens d'essayer toutes les solutions qu'elles développent, afin qu'elles puissent consolider leurs gains dans le cadre du SVBC.
- ▶ En l'absence d'une bonne information ou de dialogue, faire appliquer les lois et les règlements pour résoudre les conflits entre les pratiques locales et les termes de la loi.

La RDC traverse actuellement un période de transition longue et difficile vers un état unifié et démocratique. A la mode typiquement congolaise, c'est sa population, et non son gouvernement, qui est la principale source et moteur de changement. La population peut faire changer la gouvernance, et avec persévérance elle peut faire en sorte que les graines plantées à Bikoro donnent vie à un véritable système populaire gouvernance forestière. 🌱



Carte © UICN

Carte du territoire de Bikoro, dans la province de l'Équateur. La population de Bikoro compte près de 245.000 habitants, éparpillés sur une superficie de 13.842 km². En plus de sa population majoritairement Bantu, ce territoire abrite une population minoritaire de pygmées Batwa (en photo ci-dessus).



Photos © Y. Mkwizu

Tenir la promesse du dialogue participatif

Abdalla Said Shah nous parle de l'importance de favoriser un environnement adéquat pour rassembler les différents partenaires en Tanzanie

Tout comme d'autres pays d'Afrique de l'Est et du Sud, la Tanzanie a construit au cours des dernières années un cadre politique visant à décentraliser la gestion forestière, encourager la participation des communautés locales et s'assurer que les forêts contribuent à réduire la pauvreté. Sa Politique forestière de 1998 et la Loi forestière de 2002 ont toutes deux reconnu le besoin de ramener les forêts qui ne sont pas classées en réserves et celles non protégées, sous le contrôle des communautés locales. C'est le cas des villages situés dans les forêts et gérés selon différents régimes à bases communautaires, régimes connus collectivement sous le nom de Gestion Participative des Forêts (Participatory Forest Management – PFM).

En donnant plus de pouvoirs aux communautés et aux gouvernements locaux, la Tanzanie espère réduire l'un des taux de déforestation les plus élevés de la région. Cependant, ce n'est pas encore certain qu'elle y arrive. En effet, comme le SVBC a pu s'en rendre compte, il n'est pas suffisant de se donner du pouvoir à soi-même. Un environnement favorable est également nécessaire, avec des niveaux convenables de sensibilisation, de compétences, de transparence, de responsabilité et de respect de la primauté du droit. Bien que la situation en Tanzanie s'améliore, elle est encore loin du but.

Gestion forestière conjointe

Le SVBC a basé son programme sur le terrain dans le district côtier de Rufiji, une zone qui se caractérise par ses forêts immenses et sévèrement dégradées, où il a travaillé avec neuf villages situés au nord de la rivière Rufiji, dont huit se situent en bordure de la Réserve forestière de Ngumburuni qui fait 135 km². Celle-ci a longtemps été exploitée pour ses précieux arbres iroko (*Milicia excelsa*), mais elle est à présent classée dans la catégorie «presque menacée» de la liste rouge de l'UICN.

Dans ces villages, le SVBC a œuvré pour mettre en place des plans de gestion des ressources naturelles des villages, améliorer la sensibilisation et la compréhension des lois forestières et rurales, et réviser et renforcer les règlements des villages relatifs à l'utilisation des ressources naturelles. A Ngumburuni le projet a aidé les villageois à développer un système de gestion conjointe de la forêt pour la Réserve. La gestion conjointe de la forêt est l'un des régimes du PFM adopté en Tanzanie: il s'agit d'une approche collaborative qui redistribue les responsabilités et les bénéfices d'une réserve

forestière entre les communautés environnantes et le gouvernement (soit central, soit local, selon le statut de la réserve).

La promesse du dialogue

L'un des éléments importants du travail du SVBC a été d'amener les villageois, les responsables de districts et les autres parties en présence à discuter des différentes manières d'améliorer la gouvernance de leurs ressources forestières. Ces discussions ont été menées localement à Rufiji et en dehors du district. Les communautés participantes ont également été aidées pour rejoindre la *Mtandao wa Jamii wa Usimamizi wa Misititu Tanzania* (MJUMITA), la Fédération des Réseaux Communautaires de Conservation de la Forêt en Tanzanie. Ceci leur a permis d'élargir leurs contacts et d'apprendre ce qu'est la participation communautaire dans la gestion et la gouvernance forestière. La participation au MJUMITA leur a aussi offert un forum dans lequel elles peuvent exprimer collectivement leurs préoccupations. Et ce qui est important, c'est qu'elles savent maintenant que d'autres partagent leur combat pour la gestion durable des forêts tanzaniennes.

L'engagement des communautés auprès du gouvernement local et des acteurs nationaux a renforcé leur confiance en elles pour pouvoir s'exprimer et agir sur la gouvernance forestière. Malheureusement, il n'a pas été facile pour ces communautés de garantir leurs droits d'utilisation de la forêt. Le processus d'approbation des accords de gestion conjointe de la forêt et des plans de gestion communautaire de la forêt dans la région pilote s'est avéré lent et difficile.

Dans le village de Mtanza Msona, les efforts pour mettre en place un régime PFM ont généré des frustrations en raison des retards dans l'approbation des plans de gestion des forêts des villages ainsi que dans la communication des décisions du conseil du district aux communautés. A Ngumburuni, le principal obstacle est celui de l'exploitation illégale du bois qui continue dans la Réserve. Bien que les communautés environnantes pourraient y mettre fin, leurs efforts sont minés par des responsables forestiers qui sont de connivence avec les exploitants. Ceci ne fait que renforcer la conviction des communautés que la gestion forestière durable ne peut être contrôlée que par le gouvernement, et elles sont déterminées à exercer leurs droits forestiers. Comme l'a déclaré un membre important d'une communauté lors d'une rencontre avec des conseillers du district:

AUTEUR



Abdalla Said Shah a été coordinateur national du SVBC en Tanzanie de 2007 à 2009. Il est actuellement

haut responsable de programme et chef du bureau de l'UICN en Tanzanie. Il a plus de 24 ans d'expérience dans le domaine des ressources naturelles et de la gestion environnementale.

Photo © M. Markopoulos



Carte © UICN

Carte du district de Rufiji, en Tanzanie. Rufiji est l'un des six districts de la région de Pwani, sur la Côte tanzanienne. Il tire son nom de la Rivière Rufiji, la plus grande de Tanzanie, qui traverse le district et se jette dans l'océan indien. La forêt recouvre plus de 40% du district de Rufiji et accueille une importante industrie du bois.

Ce processus prend beaucoup de temps. Nous étions déjà ici il y a un an pour discuter du même sujet. Il est important que le conseil du district décide s'il veut ou non nous donner la forêt. Mais comment cela serait-il possible, bien que nous nous efforcions d'y croire, quand nous venons de voir aujourd'hui même, un responsable forestier du district conduit à cette réunion par un commerçant en bois dont nous savons qu'il procède à des coupes illégales dans nos forêts. C'est frustrant. Si nous n'avions pas l'espoir que cela arrive un jour, nous aurions déjà abandonné.

—Muharram Kwangaya
Secrétaire de l'Association
de Gestion Forestière de Ngumburuni

La marche à suivre

En résumé, l'aide du SVBC a contribué à éduquer des communautés pilotes sur leurs droits et responsabilités dans la gestion forestière. Leurs compétences acquises dans les débats et la négociation évoluent encore, mais elles auront cependant besoin d'être alimentées. Il est également important de se rendre compte qu'un dialogue continu et l'acquisition de

compétences permettent de stopper les oppositions ou les entraves au PFM, et de s'assurer que les lois existantes sont pleinement appliquées.

Le dialogue forestier mis en place à Rufiji doit continuer et continuera au delà du SVBC. Les communautés, le gouvernement local et les parties en présence devront continuer à parler ensemble, bien qu'il soit encore incertain qu'ils interagissent à un niveau semblable d'intensité et de fréquence. Cependant, une relation et un certain degré de confiance mutuelle ont été mis en place, et ces bases là sont importantes.

L'UICN a appris que les processus multipartites de dialogue et de négociation ont besoin d'un soutien et d'une guidance à long terme. L'UICN a également appris que le fait d'ouvrir un espace pour la participation ne garanti pas en soi un résultat fructueux. Les populations doivent encore être persuadées de la pertinence et des avantages de cette participation. Et même alors, certains groupes peuvent prendre avantage de la faiblesse de l'environnement institutionnel pour miner le processus. Il est donc crucial de s'attaquer à ces faiblesses pour créer des conditions qui permettent l'instauration d'un dialogue efficace. 🌿



Bibliothèque de Photos de l'UICN © D. Sheppard

RESSOURCES

Manual on policies and laws related to environment and natural resources and a communication guide for environment and natural resources management in Rufiji. FAO et UICN, 2008.

Strengthening Voices for Better Choices in Tanzania. UICN, 2009.



Le plan d'action FLEGT et le rôle du dialogue multiparticipatif

John Bazill et Guido Broekhoven se prononcent sur le potentiel et les défis que présente l'utilisation d'un dialogue multipartite pour lutter contre l'abattage illégal de bois

AUTEURS



John Bazill travaille sur des sujets de politique forestière à la DG Environnement de la Commission européenne, et en particulier sur l'initiative FLEGT. Les opinions exprimées ici ne représentent pas une position officielle de la Commission européenne.

Guido Broekhoven a été coordinateur mondial du SVBC de 2005 à 2009. Avant d'occuper son poste actuel de haut responsable de Gouvernance forestière du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN, il a beaucoup travaillé en Amérique latine, en Afrique de l'Est et Centrale ainsi qu'en Asie, essentiellement avec l'UICN.

En 2003, l'Union européenne (UE) a adopté un plan d'action FLEGT (application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux) afin de répondre à la croissante préoccupation de la communauté internationale sur l'impact de l'abattage illégal et le commerce qui y est associé. Le Plan combine des mesures visant aussi bien l'offre que la demande, dans le but de promouvoir le commerce du bois abattu dans des conditions légales et empêcher que le bois abattu illégalement soit vendu sur le marché européen.

Les Accords de Partenariat Volontaire (APV) entre l'UE et les pays qui produisent ou exportent du bois sont une partie essentielle du Plan. Dans le cadre de ces accords, toute exportation de produits ligneux des pays partenaires doit être accompagnée d'une licence démontrant que le bois a été légalement récolté. Cette licence est soutenue par une structure d'assurance de légalité, contrôlée de manière indépendante.

Nous croyons qu'une réforme de gouvernance forestière fructueuse, y compris au travers des APV, est liée à un processus de participation multiparticipatif crédible. Certains aspects des APV semblent favoriser des apports coordonnés de la part de différents protagonistes:

- ▶ Les négociations pour un APV sont particulièrement ciblées et détaillées, ce qui permet une implication bien plus intensive que dans le cadre de processus nationaux plus larges.
- ▶ Le processus de négociation d'un accord bilatéral encourage les participants à mettre de côté leurs propres intérêts afin de poursuivre un consensus national que le gouvernement peut utiliser pour renforcer sa position de négociation. De nombreux gouvernements ont introduit des représentants du dialogue multiparticipatif dans leurs équipes de négociation de l'APV, dans le but de renforcer leur dialogue participatif.

Les défis de la participation

Les dialogues multiparticipatifs lancés dans le cadre des APV, ainsi que d'autres processus visant à mettre un terme à l'abattage illégal du bois, ont engrangé de nombreux succès, comme l'on pourra s'en rendre compte dans ce numéro spécial. Ils ont en même temps dû faire face à de nombreux défis par rapport à leurs mandats, leur légitimité et leur capacité à résoudre les déséquilibres de pouvoirs profondément ancrés. Bien évidemment, le dialogue à lui tout seul ne sera jamais en mesure de résoudre certains des problèmes les plus fondamentaux de la gouvernance forestière, et la volonté politique, le leadership, la capacité et d'autres bien d'autres ressources seront toujours nécessaires.

Cependant, les dialogues soutenus par le SVBC, entre autres, ont permis de réaliser des expériences et de tirer des enseignements utiles, y compris en ce qui concerne le rôle de l'UICN. Ceux-ci font l'objet d'un article rédigé par Carole Saint-Laurent et Guido

Broekhoven dans ce numéro spécial. Nous voulons ici souligner deux leçons importantes que nous pouvons tirer de ces récentes expériences de l’UICN:

- ▶ Premièrement, il est vital que le dialogue trouve un juste équilibre entre processus et résultats. Les protagonistes qui participent au dialogue attendent certains résultats et peuvent être mis sous pression par leurs bases afin d’obtenir ces résultats plutôt rapidement. Sans résultats concrets, les participants peuvent perdre leur intérêt. Mais le processus de dialogue a besoin de temps et de soutien pour gagner en vitesse. Il est donc important de garder un processus adaptable, mais toujours dans des limites clairement définies pour le dialogue, avec un calendrier clair qui mentionne des dates clés concrètes et un objectif stratégique bien défini.
- ▶ Deuxièmement, une consultation, cela signifie bien plus que simplement envoyer un représentant autour d’une table. A partir des idées contenues dans ce numéro spécial, nous pouvons développer et identifier de nombreuses approches en vue d’améliorer la qualité des apports des participants et de répondre aux déséquilibres de pouvoir:
 - ▷ S’assurer que tous les participants ont un accès identique à l’information.
 - ▷ Permettre et développer les capacités des participants pour identifier et articuler leurs intérêts.
 - ▷ Créer des conditions pour que les intérêts établis puissent faire cause commune et reconnaître les communautés locales comme des partenaires (le secteur privé et les communautés locales, par exemple, seront tout deux les bénéficiaires des lois et procédures simples et cohérentes).
 - ▷ Encourager les représentants à interagir fréquemment avec les groupes qu’ils représentent.
 - ▷ Renforcer les processus d’auto sélection. Les représentants devraient être sélectionnés par les groupes aux noms desquels ils s’expriment. Ceci peut s’avérer difficile pour des groupes qui ne sont pas formellement organisés ou qui manquent de mécanismes pour désigner leurs représentants, comme les exploitants de scieries et de petites entreprises forestières. Il n’y a pas de solution facile à ce problème, mais l’une des possibilités serait d’étudier ou de sonder le groupe en question. Cela pourrait au moins les aider à partager leurs points de vue de manière plus large.

Au-delà de l’abatage illégal

Le débat sur la légalité de l’abatage du bois qui fait partie de toute négociation d’un APV donne souvent lieu à un débat sur comment renforcer la gouvernance forestière et rationaliser les procédures administratives. En effet, les actions pour combattre l’abatage illégal du bois offrent un point d’entrée pour traiter les principales carences de la



Photo © UICN

gouvernance dans ce secteur, y compris la transparence limitée, la responsabilité et la participation. Les dialogues multipartites sur l’abatage illégal du bois contribuent en particulier à édifier les structures, les processus et les capacités dont les pays ont besoin pour engager une réforme de gouvernance forestière significative. Et le plus important peut-être, c’est qu’ils créent un précédent pour un dialogue ciblé et une consultation entre le gouvernement et d’autres parties prenantes. Malgré tous ces défauts, un tel engagement est généralement apprécié par la plupart des participants.

Certaines forces extérieures au secteur forestier qui entravent une bonne gestion de la forêt et qui contribuent à sa perte, comme l’expansion de l’agriculture, tombent hors de la portée de ces actions. Cependant, malgré les défis qui restent à affronter, il existe une véritable opportunité de construire sur les réalisations des réformes participatives de gouvernance forestière, afin de traiter des sujets comme la conception et la mise en œuvre des mécanismes REDD, l’utilisation de la terre, les biocarburants et l’industrie agroalimentaire. 🌱



Photo © Li Jia

RESSOURCES

FLEGT Briefing Notes. Commission européenne, 2004/2007.

Report on multi-stakeholder consultations for the Ghana EU VPA negotiation process. Sarah Stokes Alexander, UICN, 2007.

IUCN’s role as facilitator in Cameroon’s multi-stakeholder consultations for a Voluntary Partnership Agreement (VPA). Jody Erikson, UICN, 2009.



Gagner les cœurs et les esprits grâce au dialogue

Emelia Arthur et Adewale Adeleke évaluent les impacts des consultations fructueuses réalisées en vue d'un Accord de Partenariat Volontaire au Ghana

AUTEURS



Emelia Arthur est Directrice de l'*Integrated Action for Development Initiatives (IADI)*, une organisation communautaire au Ghana. En 2002, elle est titulaire d'une bourse *Yale World Fellow* pour des études en *Global Leadership*, et elle est engagée depuis plus de 15 ans dans le développement du travail social tant au niveau communautaire, national qu'international.

Adewale Adeleke a été le coordinateur national du SVBC Ghana de 2006 à 2009. Il est actuellement Coordinateur de la thématique de gouvernance forestière du Bureau du projet Ghana de l'UICN à Accra.

Comparé à de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Ghana bénéficie d'une population relativement pacifique, d'un environnement protégé et d'une démocratie en bonne santé. Malgré tout, chaque pays en développement a ses propres problèmes, et la gestion de ses ressources naturelles pour une croissance économique durable est l'un des grands problèmes du Ghana. Les forêts du Ghana se sont réduites à un rythme alarmant sous la pression de l'exploitation forestière illégale, de l'exclusion sociale et d'autres forces en présence. La composante Ghanéenne du SVBC a axé ses efforts sur des actions visant à promouvoir des régimes au niveau de la gouvernance forestière qui pourraient favoriser une conservation durable et équitable tant au niveau national que des communautés locales.

Des circonstances favorables

Le point d'entrée pour le SVBC dans le pays a été l'Accord de Partenariat Volontaire du Ghana (APV). Le gouvernement ghanéen et l'Union européenne ont commencé à discuter des possibilités de négocier un APV en 2006. Dans le cadre de ce processus, l'UE demande aux pays intéressés de consulter les différents secteurs de leur société afin qu'ils puissent accorder leurs positions de négociation. Pour répondre à cette demande, le Ghana a dû démontrer que chaque thème soulevé au sein de l'APV avait été discuté et négocié au préalable avec toutes les parties concernées avant de présenter une position nationale.

Une reconnaissance des succès rapides du SVBC a permis à l'UICN d'entrer dans le Comité directeur de l'APV multipartite instauré par le Ministère ghanéen des Terres, des Forêts et des Mines. Dans son rôle de conseiller, l'UICN a commencé par demander une étude sur l'élaboration d'un processus multipartite à l'un des membres de sa Commission pour l'Éducation et la Communication. Cette étude a donné à l'UICN une base pour élaborer et favoriser un important dialogue multipartite en soutien aux négociations de l'APV.

Un dialogue transformateur

Le dialogue multipartite au Ghana a attiré différents représentants des secteurs publics et privés dans le Comité directeur de l'APV, ainsi que quatre groupes qui ont mené à bien un large processus de consultation. Les membres du comité directeur et les groupes de travail ont été en mesure de donner des informations de première main à leurs bases. Cet échange a été grandement facilité par la présence d'organisations faitières représentant l'industrie, les ONG et d'autres groupes d'intérêts, qui avaient le pouvoir de mobilisation nécessaire auprès de leurs bases.

Le processus multipartite a donné aux groupes en présence une possibilité de se rencontrer, de se mettre en réseau et de discuter différents thèmes, même ceux qui se situent au-delà du champ d'action de l'APV. Ceci a favorisé l'apparition d'un capital social dans le secteur forestier, et l'accroissement de l'intérêt de tous les groupes participants pour

des sujets liés à la gouvernance forestière et à l'exploitation illégale de la forêt.

Ces consultations ont également permis à différentes parties en présence de construire leurs compétences. Des groupes de la société civile en particulier ont été capables d'améliorer leurs compétences dans les domaines de l'organisation et la facilitation de rencontres, de la communication de leurs besoins et de leurs inquiétudes, ainsi que de la formation des communautés locales. Ces compétences accrues portent leurs fruits au-delà de l'APV lui-même. En effet, on peut dire que cette expérience a transformé la société civile au Ghana.

Engager un large éventail de groupes au sein de la discussion a renforcé le soutien à l'APV. Ceci a également permis de renforcer sa crédibilité, car diverses parties prenantes ont senti que leurs voix étaient entendues. Cela a été particulièrement vrai pour l'industrie forestière du Ghana, qui avait tout d'abord émis des réserves au sujet de l'APV. Cependant, au fur et à mesure qu'elle a acquis des informations, elle a réalisé que la restriction de l'exploitation forestière illégale était dans son intérêt et elle a commencé à soutenir le processus de manière explicite.

Le ciel n'est pas tout bleu

Comme dans toute entreprise nouvelle et ambitieuse, le dialogue comporte un certain nombre de faiblesses que des futurs processus pourront améliorer. Parmi les principaux problèmes on mentionnera le manque de compréhension commune entre les participants au sujet de l'étendue et des objectifs de la consultation, les fréquents changements d'horaires et de dates limites qui ont parfois obligé les participants à apporter leurs contributions dans un délai très court, ainsi que des variations dans les niveaux de connaissance et de compétences parmi les membres des différents groupes participants. Le SVBC a essayé de réduire ces problèmes autant que possible grâce à la communication, la formation et à d'autres aides, en obtenant au bout du compte des améliorations notables.



0 50 100 Km

Outre son rôle dans le cadre des consultations APV, le SVBC a également renforcé la capacité de gouvernance forestière des communautés dans trois sites sur le terrain: Assin Akropong (district du Nord Assin, région du Centre), Offinso (district d'Offinso, région d'Ashanti) et Sefwi-Wiawso (district de Sefwi-Wiawso, région de l'ouest). Ici, le SVBC a travaillé avec des comités de communautés forestières pour sensibiliser l'opinion, fournir des informations et piloter de nouvelles activités de subsistance.

Et alors?

Les consultations en soutien de l'APV ont inspiré la Commission forestière du Ghana et d'autres organisations pour utiliser une approche similaire afin d'obtenir des contributions et le soutien d'un large éventail de parties en présence. La Commission, par exemple, utilise une approche multipartite pour développer le Plan de Préparation du REDD, et «Tropenbos International» au Ghana a adopté cette même approche dans le cadre d'un projet afin de trouver des alternatives à l'abatage illégal à la tronçonneuse.

Dans les années à venir, le processus de consultations de l'APV sera considéré comme une étape positive vers l'institutionnalisation du concept et de la mise en pratique du dialogue multipartite dans le processus de prise de décisions au sein de la société ghanéenne. 🌱

RESSOURCES

Forest Law Enforcement & Governance (FLEG) in Ghana: The journey so far. Green Earth Organisation, 2007.

Report on multi-stakeholder consultations for the Ghana EU VPA negotiation process. Sarah Stokes Alexander, UICN, 2007.

Strengthening Voices for Better Choices in Ghana. UICN, 2008.



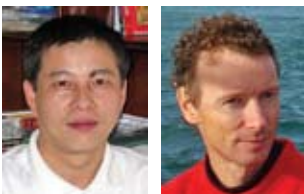
Photo © E. Barrow



Négocier le passage du Vietnam vers une exploitation forestière durable

Tran Manh Hung, Jake Brunner et Tran Kim Long passent en revue le soutien du SVBC à la communauté forestière et aux dialogues FLEGT au Vietnam

AUTEURS



Tran Manh Hung a été coordinateur du SVBC au Vietnam de 2007 à 2009.

Jake Brunner a rejoint le bureau de l'UICN au Vietnam en tant que Coordinateur de programme en 2008, après avoir mis sur pied l'*Indo-Myanmar Conservation*, une ONG qui soutient la conservation du milieu naturel par les communautés au Myanmar.



Tran Kim Long est vice directeur général du Département de coopération internationale du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural au Vietnam. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la gouvernance forestière et du développement.

Au cours de ces dernières années, les efforts du Vietnam en vue de développer son secteur forestier ont donné des résultats encourageants. Des plantations d'arbres extensives et une restauration forestière ont entraîné une augmentation de la surface boisée qui est passée de 26% en 1994 à 39% en 2008. Entretemps, son industrie basée sur les ressources forestières – et l'industrie d'exportation de meubles en bois en particulier – s'est développée rapidement, pour devenir le sixième plus grand secteur d'exportation du Vietnam.

Ce progrès est principalement dû aux financements plus importants et au soutien du gouvernement en faveur de ces nouveaux investissements ainsi qu'aux réformes juridiques et administratives. Cependant, malgré ces fortes interventions, de graves problèmes subsistent. Les lois forestières sont complexes, incohérentes et peu appliquées. Les agences du gouvernement font peu de choses pour coordonner leurs activités, ce qui contribue à proposer une réponse institutionnelle inefficace et fragmentée. Des titres de propriété incertains et la mauvaise qualité des terres forestières allouées aux populations locales minent les efforts de décentralisation et de «socialisation» de la gestion forestière.

La composante vietnamienne du SVBC s'est concentrée sur le processus de politique nationale, en fournissant des informations et en forgeant des capacités permettant de mener un dialogue multiparticipatif constructif sur les solutions à apporter à ces

problèmes. Cet article détaille deux de ces processus: la gestion en coopératives forestières (CFM) et le plan d'action FLEGT (application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux).

Faire fonctionner la CFM

Les communautés locales au Vietnam gèrent la forêt selon de nombreuses règles, aussi bien traditionnelles que modernes. Un cadre légal de base a été défini pour leur venir en aide, bien qu'il manque encore de clarté en ce qui concerne les droits, les responsabilités et les revenus des communautés. Sur le terrain, les efforts pour développer la CFM ont tendu vers le renforcement des aspects techniques au détriment des besoins économiques et sociaux. Une récente étude du gouvernement sur le programme pilote CFM – précurseur d'un programme formel au niveau national – a mis en lumière que ces procédures étaient trop complexes et directives, et ne se penchaient pas suffisamment sur les intérêts locaux, comme par exemple les augmentations des revenus.

Grâce au travail du SVBC sur les lois forestières coutumières et le droit écrit au Vietnam, il est devenu clair que bien qu'il existe un modèle CFM qui fonctionne, certains aspects importants devant être incorporés au programme pilote du gouvernement n'ont pas été évalués. Le projet a cherché à remédier à cette situation en soutenant la recherche sur ces régimes dans les provinces de Bac Kan et de Thua

Thien Hue, en collaboration avec le projet LLS de l'UICN (Landscapes and Livelihoods Strategy/Pay-sages et modes de subsistance).

Cette recherche a donné lieu à de nombreuses recommandations en vue d'améliorer les procédures qui seront amenées à être développées par le gouvernement, comme la reconnaissance du statut juridique des communautés en tant qu'unités de gestion (elles ne sont actuellement pas reconnues comme entités légales), et l'autorisation pour elles de récolter du bois pour la vente (la récolte commerciale du bois est interdite). Ces recommandations ont été réexaminées par un atelier participatif en juin 2009, et les résultats seront utilisés par le gouvernement lors des procédures de révision du CFM.

Une meilleure gouvernance grâce au commerce

Les actions visant à filtrer les importations de bois illégaux ou suspects en Europe, aux Etats-Unis, au Japon ou dans d'autres pays consommateurs, posent un vrai défi à la croissance et à la réputation de l'industrie d'exportation de meubles du Vietnam, qui représente 2,8 milliards de dollars. Déjà affectée par des problèmes d'inefficacité, de faible productivité et un environnement financier peu favorable, cette industrie doit maintenant faire face à des demandes d'assurances de légalité et de durabilité en ce qui concerne sa matière première brute. Un quart cinquième de sa matière première est importée, dont une partie en provenance de pays où le contrôle forestier est faible, comme en RPD du Laos. Une impossibilité de fournir les assurances nécessaires engendrera une perte d'accès aux marchés et de revenus.

Bien que ces modifications sur le marché ne soient pas passées inaperçues au Vietnam, la réponse a été lente à venir. Mais cela est en train de changer. Certains fabricants et exportateurs de meubles développent des systèmes et des capacités pour vérifier leurs sources de bois. De nombreuses entreprises privées et d'état dans le domaine forestier mettent en place des modalités de gestion certifiée de la forêt. Le gouvernement vietnamien a également lancé des initiatives pour renforcer l'industrie de transformation et développer des sources de bois durables au niveau national.

L'un des éléments de réponse du gouvernement a été de chercher à participer au Plan d'action FLEGT de l'Union européenne (voir l'article de Broekhoven et

Bazill à ce sujet). Des discussions préliminaires entre le gouvernement et la Commission européenne ont conduit en 2008 à la création d'un groupe de travail technique bilatéral pour étudier les différentes voies possibles de collaboration. Ce groupe a récemment entrepris une évaluation de certaines options de coopération et leurs possibles impacts.

Parallèlement à ce processus bilatéral officiel, l'UICN et d'autres organismes ont fourni des informations et sensibilisé l'opinion à propos des changements intervenus sur les marchés, les objectifs du Plan d'action FLEGT, et les différentes options disponibles pour agir. A la demande du Ministère de l'agriculture et du développement rural, point de contact du FLEGT au Vietnam, le SVBC a apporté son soutien en organisant deux séminaires nationaux multiparticipatifs en 2008, ainsi qu'avec la traduction et la distribution de documents pertinents et la formation de différents protagonistes. Le projet a également lancé une analyse des parties prenantes au FLEGT en 2009, dans le but de soutenir le processus national naissant et de guider la future stratégie de soutien de l'UICN.

Regarder vers l'avenir

Pendant les deux années à venir, l'UICN continuera à soutenir la communauté forestière au Vietnam ainsi que les dialogues FLEGT au travers du projet LLS. Au bout du compte, les deux dialogues doivent être reliés afin de s'assurer que tout futur accord du FLEGT reflète les besoins et les intérêts de la population.

Obtenir un accord FLEGT durable au Vietnam, voilà qui pose plusieurs défis. L'un d'eux est le manque de sensibilisation et de compréhension par rapport aux concepts de base, aux termes et aux processus. Un autre défi est celui d'identifier et d'assurer la participation de toutes les parties prenantes, même à ce stade précoce du dialogue. Il est par exemple crucial d'impliquer la société civile, même si définir ce qu'est la société civile au Vietnam reste problématique. Il est également essentiel d'étendre le dialogue au-delà du centre pour atteindre les parties prenantes locales et provinciales qui influencent fortement la gestion forestière et les entreprises.

Relever ces défis demandera du temps, des ressources et des efforts de collaboration. Cependant les bénéfices potentiels que l'on pourra en retirer sont élevés, car un processus FLEGT fructueux donnera au Vietnam de grandes chances d'atteindre son objectif: un secteur forestier équitable et durable. 🌱

RESSOURCES

Strengthening Voices for Better Choices in Vietnam. UICN, 2008.

Statutory and Customary Forest Rights and their Governance Implications: The Case of Viet Nam. Nguyen Quang Tan, Nguyen Van Chinh et Vu Thu Hanh, UICN, 2008.

EC-Vietnam Round Table on Meeting Market Demands for Legal and Sustainable Wood Products: Summary Report. UICN, 2008.

Changing International Markets for Timber Products: How Can Vietnam's Forest Industry Respond? UICN, 2009.



Des travailleurs de la nouvelle usine de meubles de la Truong Thanh Furniture Corporation dans la province de Binh Duong, dans le sud-est du Vietnam. Truong Thanh, l'une des cinq plus grandes usines de meubles du Vietnam, investi lourdement dans des sources d'approvisionnement durables et dans la gestion des chaînes de distribution.



arborvitae numéros spécial

Edition & maquette

Matthew Markopoulos, Bureau régional de l'UICN pour l'Asie

Editrice en chef

Alison Coleman, Bureau régional de l'UICN pour l'Europe

Conseiller

Guido Broekhoven, Bureau régional de l'UICN pour l'Europe

Toute correspondance en relation avec la liste de distribution d'*arborvitae* (demandes de souscription, changement d'adresses, etc.) doit être envoyée à Sizakele Noko, sizakele.noko@iucn.org

Les numéros antérieurs d'*arborvitae* peuvent être consultés sur: www.iucn.org/forest/av

Les éditeurs et les auteurs sont les seuls responsables de leurs articles. Leurs opinions ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'UICN.



Cette publication a été produite grâce à l'aide de l'Union européenne. L'UICN est seule responsable de son contenu et celui-ci ne peut en aucun cas être considéré comme le reflet des opinions de l'Union européenne.



Les activités décrites et discutées dans ce numéro spécial ont été principalement financées par l'Union européenne, avec un cofinancement de plusieurs autres sources, y compris le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (DGIS) et le Département pour le Développement international du Royaume Uni (DFID).

Renforcer les voix: les leçons et les directions à suivre

L'équipe de coordination du SVBC* se penche sur les leçons que l'on peut tirer des quatre ans et demi qui viennent de s'écouler et sur les directions que devrait suivre le futur travail de l'UICN

Il est difficile de rendre justice à un projet aussi vaste dans une brève lettre d'information, et la portée ainsi que la variété des résultats obtenus dans le cadre du SVBC ne rendent pas la tâche plus facile. Ce numéro spécial d'*arborvitae* s'est penché sur quelques-uns des effets les plus importants du projet, aussi bien du point de vue de la perspective de la gouvernance qu'au niveau programmatique – en d'autres mots, les effets du programme sur le propre rôle de l'UICN et sur son approche. Dans les deux cas, un thème central s'est dégagé: les bénéficiaires que l'on peut obtenir en amenant les différentes parties prenantes à se retrouver au sein des processus multipartites de dialogue et de négociation.

A caser du côté des désavantages, cependant, on mentionnera le nombre important de défis à relever dans le cadre d'une participation multipartite effective. Comme nous le montre l'expérience tanzanienne, le simple fait d'ouvrir un espace pour le dialogue ne garanti pas le succès. Différents groupes en présence doivent encore être persuadés de la pertinence et des bénéfices à retirer de ce dialogue, et même alors, certains peuvent prendre l'avantage d'une faiblesse institutionnelle pour miner le processus. Il est donc essentiel de s'attaquer à cette faiblesse si l'on veut créer un environnement favorable au dialogue.

Les populations pauvres et dépendantes de la forêt auront peut-être davantage envie de rejoindre un dialogue si elles peuvent y voir un bénéfice matériel immédiat. Au Ghana et au Sri Lanka, par exemple, le SVBC s'est beaucoup investi pour identifier et piloter des activités économiques alternatives dans les communautés locales. Au Sri Lanka, cela s'est traduit entre autres par des projets d'écotourisme et de culture de légumes en dehors des périodes consacrées au riz. Au Ghana, cela s'est traduit entre autres par l'apiculture, la culture des champignons, l'élevage de rongeurs comestibles et les scieries mobiles dans des communautés forestières.

Quelques soient leurs motivations pour participer, les différents protagonistes ont besoin d'information et de capacités pour maximiser leur implication. C'est vrai en particulier pour les groupes les plus petits ou les plus faibles. La plupart des efforts du SVBC se sont concentrés pour s'assurer que les communautés, les petits entrepreneurs forestiers ainsi que d'autres groupes puissent avoir accès à une information ponctuelle et précise dans leur propre langue. Cela a été renforcé par des formations afin de consolider une communication informative, régulière et ciblée. En RDC le projet a utilisé la radio, la vidéo et les journaux, et la création de la station de radio environnementale construite à Bikoro grâce aux taxes

est l'une des réussites les plus visibles du projet.

Les processus multipartites mettent longtemps à porter des fruits. Au Vietnam, malgré les efforts du SVBC pour organiser des rencontres et diffuser des informations, de nombreuses parties prenantes du dialogue FLEGT naissant n'ont toujours pas pleinement compris les concepts et les processus les plus importants. Cela est dû en partie au fait que les thèmes abordés sont complexes et techniques, et en partie parce que le dialogue se trouve encore à un stade précoce. Mais cela reflète aussi le déséquilibre des pouvoirs qui se traduit par une centralisation de l'information et des expertises au niveau du gouvernement, qui ne les diffuse que très lentement aux autres protagonistes.

Dans certaines situations où le SVBC était très proche du processus multipartite, il a parfois dû faire face à des questions sur son rôle et ses intérêts. La réponse à ces questions a entraîné au sein de l'UICN un processus de réflexion et d'analyse qui continuera encore à l'avenir. Des organisations telles que l'UICN peuvent jouer plusieurs rôles dans un processus multipartite: rassembler, faciliter, conseiller et même participer. Dans la pratique, le SVBC a principalement joué un rôle de facilitateur ou de conseiller. Dans certains pays comme en RDC, l'UICN a cependant organisé ces processus et les activement conduits. Savoir quel rôle jouer, et comment le jouer, ce n'est pas là une science exacte, mais le SVBC nous a donné une bien meilleure compréhension des différentes possibilités et écueils à éviter.

A l'avenir, l'UICN continuera à soutenir la participation des populations dans les processus de réforme de gouvernance forestière au travers de l'approche multi-pays forgée par le SVBC. Cette valeur ajoutée est obtenue grâce au partage des enseignements et des expériences, et à une approche commune au travers de différents pays.

Nous continuerons également à développer notre compréhension et nos capacités, et celles des autres, grâce à la création d'outils, de réseaux d'enseignement et d'autres mesures concernant les processus multipartites. Nous chercherons également à utiliser nos expériences et les antécédents de notre travail sur la gouvernance forestière pour traiter les causes de la déforestation. Bien que pertinent dans le cadre du programme REDD (Réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation), ce travail se penchera de manière plus globale sur les utilisations concurrentielles des terres et leurs compromis. 🌱

* Guido Broekhoven, Matthew Markopoulos, Liliana Pires, Adewale Adeleke, Joël Kiyulu, Abdalla Said Shah, Nimal Karunaratne et Tran Manh Hung.